

Vivre ensemble :

Le public au croisement espace/politique/société

Emmanuelle BONERANDI
Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH¹

Communication présentée au colloque « Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action »,
Rennes, 21-22 octobre 2004

Public : concepts et conceptions

Les sciences sociales, et en particulier la géographie, se tournent de plus en plus vers l'action publique mais il nous semble que l'approche se restreigne très rapidement, d'abord à une définition strictement politique et juridique du public, puis, par conséquent, à une analyse des politiques publiques, déclinées par types, pratiques ou thèmes. Il nous apparaît cependant qu'il convient d'explorer plus avant la notion de public pour penser les relations du social et du spatial.

Si l'on se réfère aux récents dictionnaires de géographie pour définir le terme 'public', les entrées sont variables. Seul le dictionnaire Brunet propose une entrée générique 'public' (Brunet, 1992), là où le dictionnaire Lévy-Lussault aborde la notion à travers une entrée sous le terme d'espace public (Lévy, Lussault, 2003), le dictionnaire Lacoste n'y consacre aucune mention, en propre comme en complément (Lacoste, 2003).

La définition proposée par Roger Brunet dans *Les Mots de la géographie* qualifie le terme de public en fonction de ses détenteurs. Que les « propriétaires » du public soient « nous, vous, les habitants, les citoyens », plus généralement « tous, tout le peuple », dans un sens plus restreint « tous les usagers » ou la collectivité, voire la collectivité locale ou encore l'Etat, la définition oppose classiquement le public au privé. On notera que cette définition renvoie à des types d'acteurs aux statuts sociaux bien différents, entre l'incarnation étatique et l'ensemble du peuple, en passant par les citoyens, catégorie à géométrie variable selon les Etats. En qualité d'adjectif, le terme est tour à tour associé à réunion, parc, édifice, bien, collectivité, ou travaux, pour ne citer que quelques exemples.

La définition en deux temps proposée par Michel Lussault et Jacques Lévy dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* est à replacer dans la volonté affichée de rupture épistémologique des auteurs. Ainsi, ils proposent de rompre avec une certaine « mythologie spatiale » qui caractérise l'espace public comme un idéal-type, en référence à l'agora grecque, tout en se gardant de détromper le lecteur sur le poids symbolique maintenu de

¹ UMR Géographie-cités/Géophile - École Normale Supérieure Lettres et Sciences humaines, 15 parvis René Descartes, BP 7000, 69 342 Lyon cedex 07. Tél. : 04 37 37 60 00. Fax : 04 37 37 61 42
Emmanuelle.Bonerandi@ens-lsh.fr, Myriam.Houssay-Holzschuch@ens-lsh.fr

cette représentation dans les problématiques des politique urbaine. Plus avant, Jacques Lévy impose l'importance de la reconnaissance du statut de l'individu pour récuser une « perspective essentialiste » qui figerait l'espace public dans un statut immuable et valable pour tous. L'espace public s'inscrirait dans une spatialité individuelle et/ou collective, ce qui nous semble marquer un tournant pour le moins engagé d'avec une géographie sociale constituée par une approche analytique en termes de groupes sociaux, plus que d'individus. Michel Lussault propose de caractériser l'espace public en le différenciant de ce qu'il dénomme 'l'espace commun', compris comme « ensemble des espaces possibles de la pratique sociale des individus ». L'espace public serait « au sens strict, un des espaces possibles de la pratique sociale des individus, caractérisé par son statut public », retrouvant ici la distinction public/privé. L'espace public peut dans ce sens être considéré comme tout espace n'appartenant pas à une « personne morale de droit privé », ce qui conduirait à considérer abusivement les centres commerciaux comme des espaces publics, nous y reviendrons. L'intérêt de la définition proposée consiste, à notre sens, dans le fait que le recours à la notion de 'public' permet d'interroger trois « relations de contrariété », dans le cadre proposé par Michel Lussault. Laissant volontairement de côté le versant psychologique de la relation *intime* (au sens d'affirmation du moi, d'intériorité) / *extime* (relation du moi à l'autre, intersubjectivité), nous nous intéressons aux binômes *public/privé*, qui privilégie une approche en termes de légitimité juridique, politique et institutionnelle différenciant les pratiques et les usages, et *individuel/social*, dans le sens d'édification de normes sociales, de codification des pratiques et des modes de relation possibles à l'intérieur d'un groupe. Nous retiendrons ces deux relations pour les mettre en regard à travers nos travaux de recherche. Ajoutons à cela, trois points à interroger : la construction de ses relations dans le cadre de l'aire culturelle occidentale (qu'en est-il ailleurs ? quelle visée universaliste ?); l'idée d'un espace public métonymie de l'espace urbain (ou de l'espace en général ?) ; l'affirmation que le recours à l'espace public sous-tend la circulation du politique sous forme de civilité, indissociable de la citadinité, c'est-à-dire « le politique sans la politique », ce qui renverrait à une manière non institutionnelle de faire de la politique, mais qui suppose l'autre versant explicite, qu'il soit gouvernemental (réalisation et gestion des espaces publics) ou citoyen (civisme de l'engagement en cas de conflit sur l'usage). En cela, Jacques Lévy renvoie aux modèles antinomiques d'Amsterdam et de Johannesburg (Lévy, 1999).

En complément de cette première approche générique, on constate avec étonnement que le terme de 'public' n'est que très marginalement associé à celui de politique, alors même que l'on observe une montée en puissance de l'étude de ce thème dans les études qui traitent du rapport entre le social et le spatial. L'entrée 'politique' présente dans chacun des trois dictionnaires apparaît comme très restrictive pour notre propos, au sens où elle se consacre essentiellement à une présentation du courant de la géopolitique et ignore totalement la dimension publique des politiques, ne serait-ce que d'aménagement. De la même façon, et peut-être encore plus curieusement, le *Dictionnaire de l'aménagement et de l'urbanisme* coordonné par Pierre Merlin et Françoise Choay n'envisage pas cette entrée spécifique. Le terme de public est réservé pour une définition de l'espace public, dans son sens le plus concret, en le distinguant des espaces privés et privatifs (Merlin, Choay, 1996). Il apparaît pour le moins étonnant que l'inflation des travaux de géographes traitant ou prenant appui sur des politiques publiques n'ait pas fait l'objet d'une rubrique propre dans les dictionnaires d'usage courant pour notre discipline.

Si l'on se dégage de la notion d'espace public, que l'on jugera ici ou restrictive, ou au contraire élargie, pour tenter une approche de la notion de public au sens large, les définitions et les usages du terme 'public' en géographie, voire plus généralement en sciences sociales,

nous semblent renvoyer à des significations, conceptuelle et fonctionnelle, différentes. Nous en distinguons quatre :

- **une conception opérationnelle**, qui s'approche de l'action publique, spécifiquement de celle des élus et des institutions publiques. Au-delà des espaces publics du quotidien, que l'on pourrait englober de façon caricaturale sous la rubrique des « parcs et jardins » et des services afférents dans les municipalités, cette conception rejoint celle des politiques publiques territorialisées, que le territoire soit un préalable ou un objectif, les deux n'étant pas contradictoires ;
- **une conception socio-patiale**, qui donne au public une fonction régulatrice des rapports entre espaces, sociétés et territoires. L'entrée par la notion de public offre la possibilité de tester ses capacités à réguler la société sur son espace et dans ses territoires ;
- **une conception sociologique et politique** du public, reprenant la notion d'espace public du débat (au sens d'Habermas ou de Goffman) qui s'élargit aujourd'hui, par exemple, à la notion de gouvernance (procédure de gouvernement incluant la négociation et la participation) ;
- **une conception sociale** (englobante) du public comme élément constitutif de la (des) société(s). Dans sa fonction sociétale, le recours à la notion de public permet de penser le groupe social dans ses fondements constitutifs, de concevoir l'image que les sociétés se font d'elles-mêmes, à travers l'approche individuelle ou collective.

Qu'il s'agisse de l'entrée par la définition de la notion (terme que nous préférons à concept) ou par les déclinaisons de ses conceptions, le terme est polysémique. Nous envisageons ici de revenir sur l'intérêt de l'entrée par le public pour mieux comprendre l'espace des sociétés en prenant appui sur deux objets, deux terrains, deux contextes socio-politiques et, finalement, deux versants de la notion de public qui correspondent à deux programmes de recherche en cours : d'une part, les politiques publiques européennes de lutte contre la pauvreté (Programme CPER SHS Rhône-Alpes-ENS, « Mobilités des pauvres et politiques publiques en Europe ») et, d'autre part, les espaces publics sud-africains (ACI : « Une géographie des espaces publics dans les pays intermédiaires ») afin d'engager une comparaison que nous espérons fertile.

Du social et du spatial dans les politiques publiques

Il n'est pas une étude territoriale qui ne se réfère aujourd'hui, de près ou de loin, aux politiques publiques : qu'il s'agisse d'une donnée de contexte (l'étude d'un espace circonscrit dans des périmètres opérationnels, comme, part exemple, celui d'un établissement public de coopération intercommunale), d'un objet d'analyse spatiale (l'étude des maillages construits par les politiques publiques, à travers notamment les effets de limites ou de discontinuités), ou d'un objet d'évaluation (l'effet de la politique des zones franches urbaines sur le développement économique des quartiers prioritaires de la ville), pour ne citer que quelques exemples parmi une liste bien fournie. L'arrivée sur la scène de l'aménagement du territoire de nouvelles collectivités issues de la décentralisation, la montée de l'intercommunalité et la reconnaissance de l'échelon européen, associées à la généralisation de la procédure contractuelle, ont ouvert un terrain de jeu quasi-illimité aux chercheurs en sciences sociales, qu'ils soient politologues, sociologues, économistes, urbanistes ou géographes. La constatation, somme toute banale, du croisement entre société et espace par le territoire construit autour de politiques publiques, offre des déclinaisons riches et variées. La complexité territoriale s'épanouit à l'ombre des politiques publiques qui font s'enchevêtrer niveau local, global, national et supra-national, pour ce qui nous concerne, européen (Gerbaux, 1999 ; Debarbieux, Vanier, 2002). Nous ne reviendrons pas ici, pour l'instant, sur l'emploi du terme de politiques

publiques en soi, nous l'accepterons comme tel sans débat, pour l'interroger dans une dernière partie. Constatons simplement que les domaines d'intervention des politiques publiques couvrent l'ensemble des champs des sciences sociales. On renvoie régulièrement à la politique de la ville, dont on peut dater la naissance officielle au mois d'octobre 1981 avec la création de la commission nationale pour le développement social des quartiers et l'expérimentation sur seize quartiers. Depuis lors, les effets d'annonce, les plans et autres pactes de relance, les mesures territorialisées de ce que l'on a appris à dénommer la discrimination positive ont connu un large succès, entre autres médiatique. La dimension territoriale, au sens de délimitation de périmètres, souvent qualifiés de contraintes, a été largement examinée par les géographes, notamment dans le cadre de la politique de la ville, le territoire étant considéré comme un mode d'opérationnalisation des politiques publiques (Mathieu, 1997). Le courant de la géographie sociale peut se prévaloir d'y avoir associé la dimension sociale, dénonçant le plus souvent l'approche stigmatisante de groupes sociaux spécifiques (les jeunes, les étrangers, les chômeurs, pour faire simple), et abordant des thèmes comme le chômage (Montagné-Villette, 2000 ; Séchet, 2000 ; Vye, 2000), la pauvreté (Séchet, 1996 ; Sauvaître, 2001 ; Sélیمانovski, 2002) ou l'exclusion (Jaillet, 1994)², comme en témoignent plusieurs interventions de ce colloque de 2004.

Pour notre part, nous avons choisi d'ouvrir une recherche sur la mobilité des populations pauvres et les politiques publiques en Europe, espérant ainsi croiser des notions comme disqualification et pathologie sociales et spatiales, construction sociale, et dynamiques spatiales, avec la mise en œuvre de politiques publiques multi-niveaux.

En mars 2000, le Conseil européen de Lisbonne déclare qu'« il est inacceptable que, dans l'Union, tant de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté et soient touchés par l'exclusion sociale ». Des mesures sont alors explicitement demandées aux États-membres pour éliminer la pauvreté à l'horizon 2010 et pour que le seizième État-membre [à l'époque] ne soit pas celui constitué par 65 millions de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté (selon les critères de ressources économiques définis par l'Union Européenne, soit un « revenu disponible équivalent » inférieur à 60% du revenu médian équivalent du pays de résidence). La pauvreté peut être considérée comme un levier secondaire de l'action publique européenne, les inégalités constituant le levier premier. Elle pourrait être un élément identitaire constitutif d'une politique sociale communautaire, considérée très souvent encore comme balbutiante. Elle soulève l'importance du modèle social européen dans les enjeux de la cohésion européenne. Elle révèle les mécanismes de subsidiarité et de partage de compétences entre échelons inter- et intra-national, comme en témoigne en France la Loi relative à la lutte contre les exclusions votée par le Parlement en 1998 et ses applications aux échelons territoriaux inférieurs (régional, départemental et local). Cependant, la loi, comme les diagnostics, les plans d'action et les interventions, portent essentiellement sur le champ juridique de l'accès universel aux droits fondamentaux de l'éducation, de la santé, du logement et de l'emploi, condition indispensable à la « réinsertion sociale » (« *La lutte contre les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation. La présente loi tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance.* », article 1^{er} de la Loi de 1998). Les implications spatiales sont rarement évoquées, dans les décisions politiques comme dans les travaux préparatoires. Au mieux, les documents font état de la répartition des populations considérées

² Les références citées ne sont que des exemples récents. Ils ne traduisent que partiellement la richesse des apports des géographes sociaux aux domaines explorés.

comme pauvres (ONPES, 2002), mais ne proposent que peu d'éléments de réflexion quant à leur mobilité, en termes de constat comme d'action. Cette carence interroge le géographe, d'autant plus quand son terrain d'observation privilégié concerne les espaces ruraux anciennement industrialisés en situation périphérique (en marge) du territoire national (Bonnerandi, 1999, 2003, 2004).

L'étude des lois et décrets édictant des politiques publiques de lutte contre l'exclusion apporte des éclairages sur la façon dont le politique (au sens restrictif des élus représentant le corps social) conçoit et définit un groupe social (les pauvres), entend réguler les inégalités sociales et s'attache à maintenir (ou reconstruire) le lien social pour faire société. L'approche sémantique est riche de sens.

Si les préoccupations sociales sont présentes dès la signature du Traité de Rome en 1957, la politique sociale européenne a, pendant longtemps, essentiellement visé à résorber ou prévenir les déséquilibres économiques et sociaux susceptibles d'entraver la réalisation du Marché Unique. Elle a donc exclusivement concerné la main-d'œuvre dans une approche très restrictive de la question sociale, même s'il convient de noter la mise en place dès 1974 d'un programme d'Action Sociale accompagné de quatre Programmes d'Action « Pauvreté » (1975-84, 1984-89, 1990-94 et 1995-99). Dans les années 1990, on assiste à une course de vitesse de l'Union Européenne pour intégrer une dimension sociale élargie dans ses textes communs. La mise en place de l'Agenda social européen en constitue le point d'orgue. En 2001, le Parlement européen et le Conseil votent un Programme d'action communautaire pour encourager la coopération entre les États-membres visant à lutter contre l'exclusion sociale. Des plans d'action nationaux pour l'inclusion sociale sont définis dans chacun des États-membres pour une durée de deux ans (2001-2003 et 2003-2005, à ce jour). Il est intéressant de noter que dans le cadre de la mise en place d'actions concrètes et budgétisées, la dénomination retenue est celle de l'inclusion, comme si l'emploi de ce seul terme résolvait déjà le problème. Le choix des termes n'est pas anodin. Ainsi, le récent *Pacte de cohésion sociale* présenté par Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, entend s'attaquer à la décomposition sociale (et également à la régression économique) en mettant en avant des valeurs comme le vivre et le construire ensemble³, dans une vision résolument positive. Ce registre de la cohésion est cher à nos élus nationaux, si l'on se rappelle du rapport *Vivre ensemble* d'Olivier Guichard en 1976. Il fait écho au slogan électoral de Jacques Chirac lors de la campagne présidentielle de 1995 menée, dans une approche alarmiste, sur le thème de la « fracture sociale ». La dénomination de l'observatoire scientifique mis en place pour suivre les tendances reste, quant à lui, dans le registre initial, il s'agit de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, installé en 1999⁴.

Un autre aspect peut être abordé à travers la définition statistique du groupe social à destination duquel se mettent en place les politiques publiques. La question du dénombrement (qui compter ? comment compter ?) est centrale dans la détermination des populations bénéficiaires des actions, mais aussi dans les choix idéologiques et/ou politiques prévalant à cette définition. Selon le choix des indicateurs et des seuils statistiques retenus, les discours, effets d'annonce et évaluations peuvent considérablement varier. Le thème de la pauvreté fournit une illustration exemplaire des tiraillements et des consensus dans ce domaine, notamment dans le cadre des négociations et adaptations entre l'Union européenne et les États-membres. En 2001, le Conseil

³ « Un pays n'est puissant que par les hommes et les femmes qui le composent, par l'envie qu'ils ont de vivre et de construire ensemble, par leur rayonnement de leur confiance dans l'avenir, et par la cohésion sociale qui les unit » (introduction du Pacte de cohésion sociale, juillet 2004)

⁴ Il réunit vingt-trois personnes venues du monde associatif, de l'université et de la recherche, de l'administration, et publie des travaux tous les deux ans.

européen de Laeken a adopté les dix-huit données de cadrage communes et comparables élaborés par le Comité de Protection Sociale pour évaluer la nature multidimensionnelle de l'exclusion⁵. Un taux de pauvreté est défini au niveau européen, également appelé taux de risque de pauvreté. Il correspond à 60% du revenu médian équivalent du pays de résidence⁶. Si l'on peut regretter le manque de critères dans les domaines de l'accès au logement ou à la santé, il est intéressant de noter que l'injonction européenne cache d'importantes disparités nationales. Ainsi, la France a préféré retenir le seul de 50% pour sa recension nationale, ce qui donne un écart plus que sensible. Selon des données pour l'année 1996 (source : European Anti Poverty Network), le seuil de 50% définit un taux de pauvreté pour la France de 9% alors qu'il atteint 16%, et donc dépasse la barre symbolique des 10%, si l'on retient le seuil européen de 60%. Les chiffres parlent d'eux-mêmes quant à l'image que les discours politiques entendent fournir en termes de fracture comme de cohésion sociale... Par ailleurs, le caractère extrêmement sensible de la donnée statistique se retrouve dans la réticence partagée par la plupart des États-membres à fournir des objectifs chiffrés aux plans nationaux, à de rares exceptions près, comme l'Irlande. Ce souci de discrétion entraîne de considérables difficultés dans l'évaluation de ces politiques publiques, évaluation pourtant inscrite dans la loi. On peut ajouter à ces observations la critique apportée par certaines associations, telle ATD Quart-Monde, qui refusent une prise en compte unilatérale de cette question de société et militent pour une participation active des populations concernées au constat scientifique, à la prise de décision et à l'action (Groupe de recherche Quart Monde – Université, 1999).

L'intérêt de l'approche géographique de la pauvreté va au-delà d'une simple étude de sa répartition et des effets de plus ou moins grande concentration spatiale. Il dépasse également l'analyse socio-spatiale au sens d'une entrée par identification de groupes sociaux particulièrement exposés. Il est évident que nous ne remettons pas en cause ces angles d'attaque, car ils constituent des moments et des éléments indispensables de la recherche, mais nous les situons volontiers dans le registre du constat et non de l'explication. Il est ainsi remarquable d'observer l'évolution de la composition sociale des populations pauvres, pour ce qui nous concerne plus spécifiquement en milieu rural. De nombreuses images d'Epinal persistent à propos de la pauvreté en milieu rural. Ainsi, quand on envisage la pauvreté rurale, les populations cibles sont avant tout les personnes âgées dépendantes de l'allocation supplémentaire vieillesse, alors même que leur nombre ne cesse de diminuer (environ 1,2 millions en 1990 pour 605 000 en 2002 selon les Travaux de l'ONPES, 2004). De même, la sociabilité communautaire et le recours à la cellule familiale qui amortissent les chocs des trajectoires de vie sont encore très souvent mobilisés pour expliquer la faiblesse de l'exclusion en milieu rural (Mathieu N., 1997). Enfin, on ne peut manquer d'évoquer les préjugés actifs qui font de l'espace rural avant tout un espace résidentiel et récréatif. Cette dissociation entre

⁵ A savoir dix indicateurs « primaires » (Taux de risque de pauvreté après transferts, Inégalité dans la répartition des revenus, Taux de risque persistant de pauvreté, Ecart médian relatif de risque de pauvreté, Cohésion régionale, Taux de chômage de longue durée, Personnes vivant dans des ménages sans emploi, Jeunes quittant prématurément l'école et ne poursuivant pas d'étude ou une formation quelconque, Espérance de vie à la naissance, Auto-évaluation de l'état de santé par niveau de revenus) et huit indicateurs « secondaires » (Dispersion autour du seuil de risque de pauvreté, Taux de risque de pauvreté fixé à un moment « t », Taux de risque de pauvreté avant transferts sociaux, Coefficient de Gini, Taux de risque persistant de pauvreté (50% du revenu médian), Part du chômage de longue durée, Taux de chômage de très longue durée, Personnes ayant un faible niveau d'études).

⁶ Le revenu médian national est calculé comme une moyenne pondérée des résultats nationaux (chaque pays se voit attribuer un coefficient de pondération égal à sa population totale). Il est défini par rapport au niveau général de prospérité de chaque pays et se mesure sur la base d'une valeur centrale de la distribution des revenus. Le choix de la médiane permet de ne pas faire jouer les valeurs extrêmes, mais il masque des écarts considérables entre États membres.

urbain et rural n'est cependant pas totalement satisfaisante, et ce pour plusieurs raisons, socio-économiques, spatiales mais aussi politiques. Les mouvements de population vers les espaces ruraux périurbains éloignés sont souvent le fait d'urbains qui quittent la ville pour des raisons économiques, cherchant, en s'installant à une cinquantaine de kilomètres de la ville-centre et de leur emploi, l'accès à la propriété dans une maison individuelle, mais minorant le coût des déplacements domicile-travail journaliers. Même si les études restent discrètes, notamment sur le surendettement de ces migrants alternants, les services sociaux et les élus locaux signalent une précarisation de ces populations. Par ailleurs, l'espace rural, généralement de faible densité, est souvent choisi comme espace de repli par les « réfugiés économiques » originaires de la ville qui se lancent dans des projets individuels, rejoignant ici le modèle du retour à la terre des années 1970. Enfin, il convient de citer le cas des sociétés rurales anciennement industrialisées qui expriment bien souvent un déficit de capital spatial qui se traduit par un manque de mobilité sévère. Il nous semble donc que l'analyse publique, et scientifique, de la pauvreté souffre d'une méconnaissance de spatialisation (en termes de constat comme d'explication), ce qui se traduit dans des actions prioritairement tournées vers les espaces urbains, eux-mêmes largement stigmatisés dans le « problème des banlieues ».

Le choix d'une recherche sur la mobilité des populations pauvres en regard des politiques publiques de lutte contre la pauvreté est riche de questionnements. En effet, il permet de s'interroger sur les catégories sociales mises en avant dans le débat public et de soulever les approches stigmatisantes qui apportent un éclairage focal sur certains groupes, en ignorant d'autres, moins médiatisés. Il souligne la suprématie d'une approche conçue en termes d'universalité face aux droits incompressibles de l'être humain alors même que des enjeux d'accès, ne serait-ce que physique à ces mêmes droits sont souvent éludés. Il interroge sur une approche scientifique qui privilégie actuellement une analyse des maillages administratifs de gestion de la question sociale, en insistant sur les dangers de l'assignation territoriale. Il conviendrait d'introduire dans le débat les notions de stratégies et de projets individuels de ces mêmes populations. L'enjeu du traitement social et politique de la pauvreté renvoie également à ce que l'on pourrait appeler le projet collectif de société. Les injonctions législatives font preuve d'une volonté de penser un corps social uni, de refuser les inégalités qui le remettent en cause et, donc, d'assurer le maintien du lien social constitutif du vivre ensemble. C'est peut-être là que se situe l'intérêt général le plus pertinent de la question dans une approche de géographie sociale.

Du sociétal et du politique dans les espaces publics

La seconde entrée à partir de laquelle nous souhaitons explorer la notion de public part d'une expérience de décentrement. Les mécanismes d'organisation du public, ses liens avec la société, apparaissent différemment lorsqu'on quitte le monde occidental, au sein duquel la distinction public/privé est classique et constitutive de nos géographies. La place du public évolue aussi lorsqu'on substitue un corps social fragmenté à nos vieux États-nations, même en difficulté. Enfin, la puissance publique a un sens différent dans des sociétés démocratiques et dans des sociétés en transition, pour lesquelles la démocratisation est récente. C'est donc en contrepoint, en « incomparable » (Détienne, 2000), démarche dont la « provocation », voire la « violence heuristique » permet de troubler, de fissurer, de désagréger une catégorie familière, que nous allons nous tourner vers la façon dont le « public » peut se constituer, « par le bas » des pratiques individuelles dans les villes sud-africaines contemporaines.

L'Afrique du Sud a institutionnellement quitté le régime de l'apartheid en avril 1994, lors des premières élections démocratiques menant Nelson Mandela à la présidence de la

République. Dans un premier temps, cet homme providentiel a dirigé un gouvernement d'unité nationale, encadré par des normes politiques strictes négociées entre l'ancien gouvernement blanc et ses opposants. En même temps, des institutions de transition mettaient progressivement en place le cadre de la « nouvelle Afrique du Sud » : la Commission Vérité et Réconciliation dirigée par Desmond Tutu cherchait à faire la lumière sur les crimes commis sous l'apartheid et, en conséquence, à formuler une histoire commune aux différentes communautés sud-africaines ; une assemblée constituante rédigeait et faisait adopter l'un des textes les plus progressistes au monde ; le programme économique de reconstruction et de développement lançait notamment la construction de millions de logements sociaux pour commencer à réduire les inégalités créées par le régime précédent... Dix ans après, l'Afrique du Sud est entrée dans une phase de normalisation : l'homme providentiel a été remplacé après un seul mandat par Thabo Mbeki, un politicien de métier ; les inégalités persistantes s'expriment peut-être autant en termes de classe qu'en termes de « race » et l'économie nationale a plus à voir avec les dynamiques de la globalisation. Néanmoins, les temporalités sociales ne sont pas en phase avec le rythme rapide des changements politiques (Gervais-Lambony, 2003) : l'existence d'une seule nation est encore en construction. Et les temporalités de l'espace, beaucoup plus inerte, traduisent aussi les difficultés du « vivre-ensemble » entre Noirs, Blancs, Indiens et *Coloureds*⁷.

L'existence même d'une catégorie comme celle du « public » est alors à évaluer en soi. Par exemple, la notion de puissance publique n'est sans doute pas encore pertinente : l'État n'est devenu « public » qu'il y a 10 ans, après avoir été accaparé par une minorité pendant des siècles. De même, plus de 80 % de la population sur laquelle s'exerce l'action de l'État n'est plus exclu de la citoyenneté. Rendre le « service public » public — c'est-à-dire au service de l'ensemble de la population mais aussi recruter des fonctionnaires noirs ou femmes — a été l'un des enjeux majeurs de ces dernières années : la politique d'*affirmative action*, soit de recrutement préférentiel dans les catégories précédemment défavorisées, a notamment produit des débats passionnés. Ou encore, les politiques publiques se résument très largement aux politiques de l'État dans un pays où le gouvernement national, provincial et municipal est dominé par un seul parti, l'*African National Congress*.

Le public est donc un terrain neuf, à construire. Rappelons que, sous l'apartheid, espaces de résidence et de sociabilité, sphère politique, répartition des richesses, etc., étaient

⁷ La dénomination de groupes « raciaux » en Afrique du Sud, et plus particulièrement dans l'Afrique du Sud post-apartheid, est un problème ardu doublé d'un sujet politiquement sensible. La classification raciale en vigueur sous l'apartheid comprenait :

- Les « Blancs » (Sud-africains ayant des origines européennes), parmi lesquels on distinguait :
 - Les Afrikaners, descendants des colons hollandais installés dans le pays depuis le XVII^e siècle et parlant l'afrikaans. Le terme *Afrikaner* signifie « Africain » en hollandais. Il a par conséquent une connotation politique, soulignant l'identité africaine de ce groupe de population.
 - Les Sud-africains anglophones.
 - D'autres immigrants - souvent arrivés plus tardivement - d'origine européenne, tels que les Grecs, les Portugais...
- Les « Indiens », Sud-africains d'origine indienne dont les ancêtres sont souvent venus comme travailleurs sous contrat ou comme passagers libres, notamment à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ;
- Les « Africains » (dénommés auparavant « Natifs » ou « Bantous »), Sud-africains d'origine africaine ;
- Les « Métis » ou « Colorés » (*Coloureds*), groupe hétérogène incluant les personnes ayant des origines mélangées et celles qui ne rentrent pas dans les catégories mentionnées ci-dessus.

Cette classification a joué un rôle important dans la construction identitaire. Tout en condamnant le système qui l'a conçue, les chercheurs l'emploient toujours abondamment. Dans cet essai, même si nous sommes conscients des implications politiques de chaque terme, nous suivrons les conventions usuelles et emploieront les catégories ci-dessus telles qu'elles sont comprises dans le contexte sud-africain.

strictement ségrégués selon la race. Les espaces communs aux populations des différents groupes raciaux ont été systématiquement détruits : quartiers mixtes, plages, théâtres, trains, bureaux de poste, hôpitaux, écoles, lieux de culte... étaient législativement définis comme réservés à tel ou tel groupe (les Blancs le plus souvent).

Chercher le public dans l’Afrique du Sud post-apartheid revient donc d’abord à pister les domaines dans lesquels une société sud-africaine apparaît. Il ne s’agit pas de nier les inégalités très profondes qui persistent entre les différentes « communautés », que le régime d’apartheid avait définies par la race, mais de voir si dix ans de construction nationale volontariste ont pu créer une certaine cohésion sociale, un « vivre-ensemble » (Chidester *et al.*, 2003). Sur le plan géographique, identifier des lieux de co-présence voire de mixité au sein des villes est un moyen de l’évaluer. Ceux-ci sont pour l’instant limités (Houssay-Holzschuch, 2002a) dans la mesure où, à l’échelle de l’agglomération, la géographie de l’apartheid persiste, comme persiste la très large coïncidence entre « race » et classe. Les espaces de résidence demeurent donc ségrégués dans une très large mesure. Par contre, les lieux de sociabilité semblent avoir connu une déségrégation relativement rapide. Peut-on alors parler d’ « espaces publics » ?

Une première géographie des « espaces publics » dans la ville du Cap frappe par l’absence des espaces publics répertoriés comme tels dans les villes occidentales. En effet, les rues, places et parcs, archétypes de l’espace public tels que nous le connaissons, sont largement absents des représentations (Houssay-Holzschuch, 1999). À l’exception de quelques « lieux centraux », comme la gare, les espaces publics représentés sont, juridiquement, privés... Dans les quartiers résidentiels, et en particulier dans les townships réservés aux Noirs sous l’apartheid, les églises sont les espaces communs, de rencontre, de discussion sociale et politique, les lieux où la collectivité s’affirme comme telle. Ces lieux sont cependant privés, puisque le bâtiment et le terrain sur lequel il se dresse appartiennent à une confession particulière. Le même phénomène apparaît dans les quartiers centraux : à quelques exceptions près, les espaces de co-présence ou de mixité entre les différents groupes urbains (classe / « race ») sont avant tout des espaces commerciaux, des *malls*, espaces juridiquement privés.

Ces espaces sont particulièrement intéressants à étudier, parce qu’ils remettent en cause bien des *a priori* des chercheurs. Le Victoria & Albert Waterfront est sans doute le plus emblématique (figure 1). Il occupe la zone portuaire datant du XIX^e et a fait l’objet d’une classique politique de réhabilitation des fronts d’eau (Vermeersch, 1998) à la fin des années 1980, soit à l’extrême fin du régime d’apartheid. Situé à proximité immédiate du centre ville, il appartenait à la ville des Blancs, qui étaient les seuls à le fréquenter dans la première moitié des années 1990. Le V&A Waterfront, comme bien des *malls* de ce type, offre une série de commerces variés, de luxe comme de proximité, ainsi qu’une série de restaurants et des activités culturelles. Tout cela est installé dans les anciens entrepôts de l’époque victorienne. Cependant, et cela fait une partie de son originalité au Cap, ce *mall* est aussi à ciel ouvert, puisqu’il donne sur les quais d’un port toujours actif : le port de pêche, le port de plaisance et les navires de prestige de passage offrent des promenades, dans le cadre paysager grandiose de la montagne de la Table.

Or, depuis quelques années, la fréquentation par « race » du V&A Waterfront a complètement évolué, pour refléter beaucoup plus fidèlement la composition raciale de la société — et cela même si le lieu attire aussi beaucoup de touristes internationaux, qui gonflent ainsi la catégorie des Blancs (figure 2). Sur le plan social, les enquêtes exploratoires montrent également que des populations riches, des classes moyennes, mais aussi les populations pauvres

se côtoient même si leurs pratiques de consommation (lorsqu'elles existent) sont extrêmement différentes. Grâce aussi à une accessibilité importante, ce *mall* devient donc l'un des rares lieux de co-présence des races et des classes dans une métropole extrêmement ségréguée... En ce qui concerne une réelle mixité — que nous définirons ici par l'existence d'interactions, si fugaces soient-elles, entre les groupes —, des études ultérieures sont nécessaires. Enfin, les usages qui sont faits de ce lieu, à vocation commerciale, sont eux aussi mixtes : on ne vient pas forcément pour acheter, mais pour se promener sur les quais dans ses habits du dimanche, retrouver des amis, assister à un spectacle gratuit de plein air, etc. Enfin, le Waterfront n'est pas dénué de fonction politique puisqu'il est le seul embarcadère permettant d'aller visiter Robben Island, le pénitencier dans lequel les opposants à l'apartheid, dont Nelson Mandela, étaient enfermés.

Ce cas nous permet de revenir sur la notion de public, en insistant sur les points suivants :

- Tout d'abord, le terme d'espace public utilisé ici ne doit donc pas être simplement ramené à son usage juridique et urbanistique dans les sociétés occidentales. L'intérêt de l'expérience de décentrement est justement d'évaluer son contenu ailleurs : c'est ici l'usage, les pratiques des citoyens, qui déterminent ici la publicité d'un espace, et non son statut foncier.
- De même, ces pratiques citoyennes déterminent très largement la fonction d'un espace : elles publicisent véritablement un espace privé de la consommation.
- Le public naît donc aussi de la somme de pratiques individuelles. Il reflète ici l'appropriation de nouveaux espaces par des groupes qui en étaient précédemment exclus. Et il manifeste la construction — en cours — d'une société nouvelle.

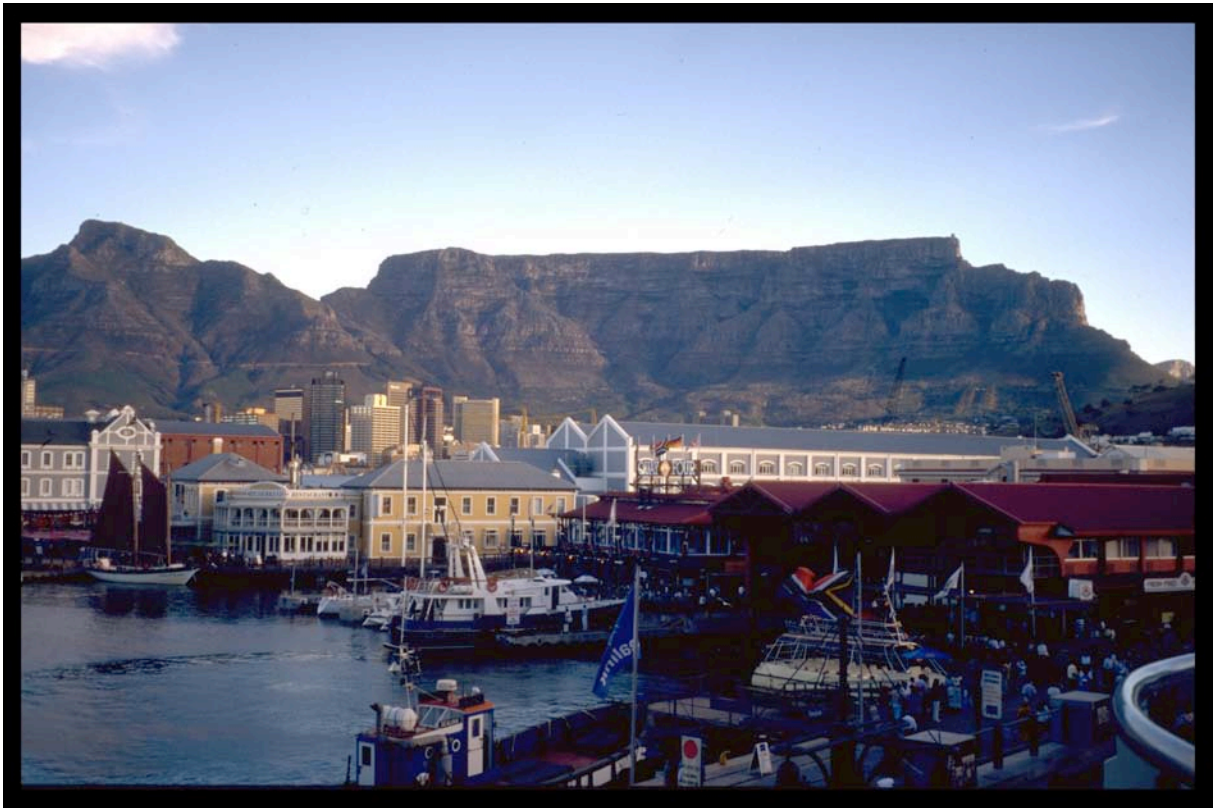


Figure 1 : Le Victoria & Albert Waterfront, Le Cap. Cliché M. Houssay-Holzschuch.

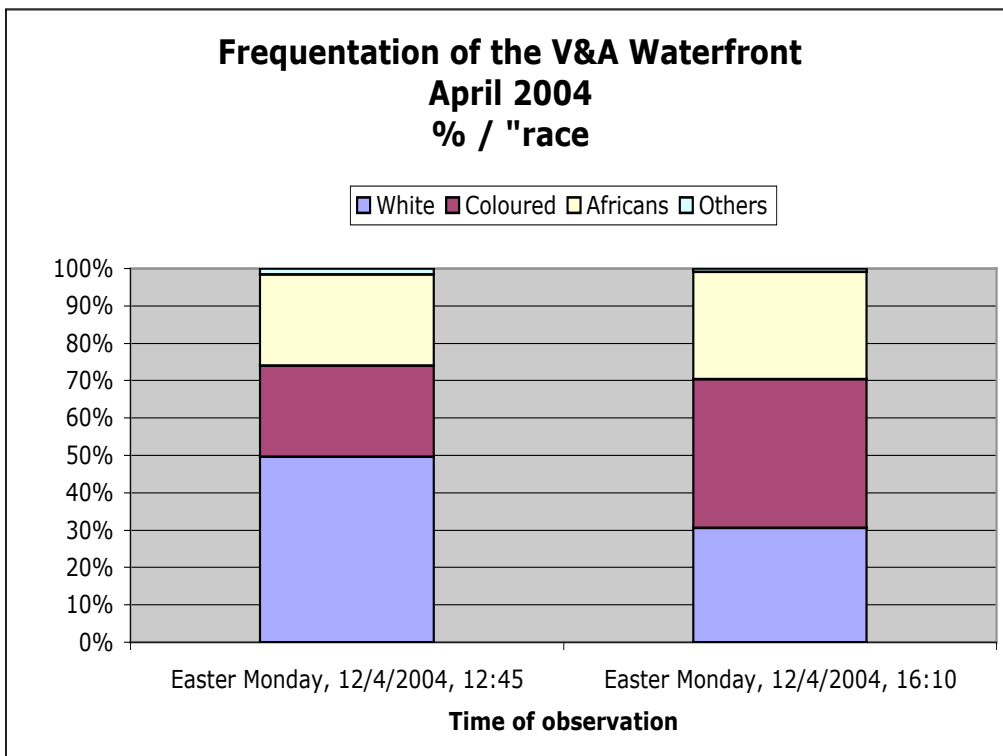


Figure 2 : Fréquentation par « race », Victoria & Albert Waterfront, avril 2004. Source : enquêtes de terrain.

« Comparer l'incomparable » : le public pour faire société

La curiosité intellectuelle qui sous-tend notre propos était de croiser deux objets de recherche a priori fort dissemblables, mais qui, dans le même temps, engendraient entre leurs auteurs des questionnements généraux similaires. L'envie de « comparer l'incomparable » pour faire ressortir les enjeux communs l'a emporté. Le croisement des deux programmes de recherche, fait apparaître, dans un premier temps, les divergences issues de contextes géoculturels, d'idéologies fondatrices et de soubassements historiques constitutifs des pays étudiés extrêmement différents.

Nous avons établi une grille d'analyse comparative des deux situations en interrogeant à la fois les processus, les objectifs, les modes de participation, et les acteurs historiques et émergents qui gravitent autour de ce recours au public.

	Programme « Pauvreté »	Programme « espaces publics »
Processus	régulation	Construction
Objectifs	maintenir le lien social	fonder une nouvelle société
Modes de participation privilégiés	- élection démocratique au suffrage universel - crise du politique (abstention, montée des extrêmes, « fin » des idéologies structurantes) - revendication des nouveaux mouvements sociaux	- élection démocratique au suffrage universel - démocratie participative - revendication des nouveaux mouvements sociaux
Acteurs historiques	État Corps social Groupes (calés sur les classes sociales)	État Communauté blanche Races
Acteurs émergents	Europe, collectivités publiques Individus « tribus » ⁸	Puissance publique Société civile Classes sociales

Cette grille d'analyse renvoie à des registres différents, mais les interrogations sur l'enjeu de la chose publique sont communes. Ce sont ses déclinaisons qui nous informent à la fois sur la notion de public comme notion transversale pour étudier les rapports espace-société et sur l'importance des contextes géoculturels et géopolitiques en jeu. Il convient d'approfondir le travail en interrogeant la temporalité des structures (notamment d'encadrement) et des systèmes. Il nous semble que les effets et les rythmes des ruptures et des transitions sont primordiaux pour comprendre les évolutions de sens, d'essence et d'enjeux. Dans un avenir proche, nous poursuivrons ce travail engagé sur la comparaison entre une société construite sur les fondations révolutionnaires d'un État-nation centralisé qui revendique les valeurs communes et universelles de « liberté, égalité, fraternité » et d'une société en construction dans un pays fortement marqué par un système politique inégalitaire qui se définit de nouvelles règles du jeu du vivre ensemble, par l'adjonction de la notion de public dans les anciennes Républiques socialistes d'Europe centre-orientale et balkanique, qui correspondraient intuitivement à un troisième type, éventuellement intermédiaire, ce qui reste à démontrer.

⁸ Au sens employé par Michel Maffesoli

Les sens différents du public permettent donc d'appréhender le fonctionnement de diverses sociétés politiques. La notion de public est un outil précieux à un moment où ce fonctionnement évolue, où un vocabulaire nouveau est mobilisé pour décrire les nouvelles formes de l'action politique.

Nous l'avons vu, de nouveaux acteurs du « vivre-ensemble » émergent et viennent s'ajouter aux acteurs historiques. Les sociétés civiles doivent intégrer les groupes et les « communautés » en tant que telles — et non, comme cela était souvent le cas auparavant, les réduire aux individus. Il s'agit de repenser le fonctionnement démocratique avec des acteurs aux légitimités différentes, contestées et mouvantes. Ces acteurs recouvrent aussi des échelles sociales variées, allant de l'individu au supranational en passant par le groupe constitué sur des bases affinitaires, territoriales, etc. La démocratie s'enrichit de nouvelles pratiques politiques pour inclure ces acteurs : on promeut par exemple la « participation », pour transformer un régime électif et représentatif par un régime participatif. Un tel processus rencontre l'approbation de nombreux acteurs : il est prôné par les instances supranationales, adopté par les discours nationaux qui y voient l'occasion d'asseoir leur légitimité politique, et utilisé par des acteurs plus locaux qui peuvent plus facilement y faire entendre leurs intérêts. Cependant, une telle conjonction des discours permet de soupçonner une série d'instrumentalisations du discours participatif, d'autant qu'en fait, la participation se pratique surtout sur les marges, sociales et territoriales, des sociétés (Giraut *et al.*, 2004). Mode de gestion des marges, la participation des communautés fait trop souvent l'économie d'une réflexion critique sur ce qu'est la communauté elle-même, masquant ainsi les conflits (notamment d'intérêts) qui la traversent. De plus, la légitimité de la communauté n'est que très rarement mise en question, alors que les procédures de représentation et de désignation de ses porte-parole sont extrêmement floues et peu en accord avec la démocratie même que l'on souhaite ainsi renforcer.

Démocratie, participation : cette évolution des formes de la vie politique s'accompagne d'exigences de transparence des processus de décision et d'évaluation des actions entreprises, dans leur efficacité comme dans leurs conséquences, à court, moyen et long terme. On parle alors de durabilité sociale. À nouveau, ces procédés politiques sont recommandés à différentes échelles : ce sont des mots d'ordre supranationaux (pour le FMI, le PNUD, etc.), internationaux (pour l'Union européenne ou la *Southern African Development Community*), nationaux et locaux. Ils forment une liste de mots-valises, au contenu opérationnel souvent flou, aux idéologies implicites complexes, mais qui forment de véritables injonctions mondiales au « vivre-ensemble » planétaire. On peut les regrouper autour du cadre général de la gouvernance, autre terme polysémique, contestable et contesté⁹, présenté comme un nouveau mode de gouvernement ou, plutôt, comme une transition entre deux modes de gouvernement.

La notion de public permet donc de s'attacher à ce qui fait ou non société, de dépasser l'approche analytique en groupes séparés pour examiner une éventuelle cohérence d'ensemble dans le cadre d'une approche dialectique. Nous envisageons la notion de public en tant qu'elle enjoint à penser non seulement les relations entre individus et/ou entre groupes (nous ne remettons pas en cause les travaux sur des « morceaux identifiés », c'est là également notre méthode de travail), mais surtout en tant qu'elle permet de dépasser les positionnements théoriques sur les dimensions individuelles (au sens du courant humaniste de la géographie) et/ou collectives (au sens de la géographie sociale), pour penser le processus de métonymie lui-même, c'est-à-dire les interactions entre la partie (les parties) et le tout, dans l'approche espace-société. Le public est ce qui fait société, ce qui construit le lien social. On ira jusqu'à énoncer

⁹ Les réflexions ci-dessus trouvent leur source dans la séance « Gouvernance » du séminaire « Métropolisation, marges et gouvernance » (CPER Rhône-Alpes et ENS LSH), 10 juin 2004.

prosaïquement que le public constitue une grille de lecture de l'analyse des rapports espace/sociétés. La richesse polysémique de la notion de public permet de balayer les déclinaisons du spectre entre la dimension individuelle (le public compris comme « tous les gens », l'accessibilité universelle) et la dimension collective, le groupe (en tant que corps social constitué). On peut ainsi appréhender les corpus législatifs en tant qu'ils informent sur la manière dont l'État (dans notre conception centralisée) veut faire évoluer le corps social en réglementant les comportements individuels, ou en créant des groupes (catégories sociales).

Il s'agit pour nous également de réfléchir au glissement épistémologique du politique au public, considérant le politique comme une forme du public. À notre sens, le retour sur la notion de public encourage à repenser les dimensions politiques des rapports espaces/sociétés, la notion de public reprenant en quelque sorte celle du politique pour l'enrichir et la dédouaner de ses héritages radicaux. La confrontation d'une société démocratique (la France, et plus généralement l'Europe) avec une société ex-policière (l'Afrique du Sud) renvoie à l'interrogation fondamentale pour les sciences sociales sur la nature du politique, et plus spécifiquement sur les modalités culturelles de ses déclinaisons. Nous faisons l'hypothèse que le politique est une des expressions du public, et non l'inverse. Cette affirmation, qui relève de l'évidence en ce qui concerne le mode d'expression électoral démocratique pour « les pays du Sud », peut être élargie. Nous nous y emploierons dans la suite de nos programmes de recherche. L'idée générale qui sous-tend notre position scientifique rejoint au final l'idée selon laquelle une opinion publique tend à s'affirmer comme conquête du droit de contester l'instance politique sans passer par l'institution de la délégation et de la représentation.

Références bibliographiques

- BONERANDI E., 2004, « La mobilité des populations pauvres dans les espaces anciennement industrialisés. Pour une relecture de la pauvreté en milieu rural », Actes du colloque franco-espagnol de géographie rurale, *Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité*, Foix, 15-16 septembre 2004 (à paraître).
- BONERANDI E., 2003, « Entre trous noirs... et enfoncement graduel, la crise industrielle de la Thiérache », *Enquêtes rurales*, n°9, p. 129-158.
- BONERANDI E., 1999, *Devenir des espaces ruraux en crise et élus locaux - l'exemple de la Thiérache*, thèse de doctorat nouveau régime, Université de Paris 1, 509 p. + annexes.
- BRUNET R., (dir.), 1992, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris, La documentation française/Reclus.
- CHIDESTER D., DEXTER Ph., JAMES W. (éds), 2003. *What hold us together? Social Cohesion in South Africa*, Cape Town, HRSC Press.
- DEBARBIEUX B., VANIER M., (dir.), 2002, *Ces territorialités qui se dessinent*, La Tour-d'Aigues, DATAR / Editions de l'Aube.
- DÉTIENNE M., 2000, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil.
- FRÉMONT A., HÉRIN R., CHEVALIER J., RENARD J., 1984, *Géographie sociale*, Paris, Masson.
- FOURNIER Jean-Marc (dir.), 2001, *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Caen, Presses Universitaires de Caen, Documents de la MSH de Caen n°14.
- GERBAUX F., (dir.), 1999, *Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2003, « Afrique du Sud, les temps du changement », *Hérodote*, p. 117-155.

- GIRAUT F., GUYOT S., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 2004, « Les aires protégées dans les recompositions territoriales africaines », *L'information géographique*, n°4 (à paraître).
- GROUPE DE RECHERCHE QUART MONDE – UNIVERSITE, 1999, *Le croisement des savoirs. Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble*, Paris, Les Editions de l'Atelier/Editions Quart Monde.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 2002a, « Ségrégation, déségrégation, reségrégation dans les villes sud-africaines : le cas de Cape Town ». *Historiens et Géographes*, n°379, p. 31-38.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 2002b, « La violence sud-africaine. Essai d'interprétation ». *Études*, juillet-août, p. 43-52.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 1999, *Le Cap, ville sud-africaine : ville blanche, vies noires*, Paris, L'Harmattan.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., DUPONT V., 2003, « Fragmentation et accès à la ville : une étude comparative entre Le Cap et Delhi » in GERVAIS-LAMBONY Ph., LANDY F., OLDFIELD S. (éds.), *Espaces arc en ciel : identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, Paris, Karthala, p. 271-304
- GOFFMAN E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne, tome 2 : Les Relations en public*, Paris, Les Editions de Minuit.
- HABERMAS J., 1978, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- JAILLET M.C., 1994, « La « territorialisation » des politiques de lutte contre l'exclusion », *Géoforum 93 – A la découverte des pauvretés et exclusions. Regards croisés*, *Géographes Associés*, n°14-15, 63-66.
- LACOSTE Y., 2003, *De la géopolitique aux paysages : Dictionnaire de géographie*, Paris, A.Colin.
- LEVY J., LUSSAULT M., (coord.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- LEVY J., 1999, *Le tournant géographique*, Paris, Belin.
- MATHIEU N., 1997, « Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion », *Cybergéo*, n°33, 8 p.
- MERLIN P., CHOAY F., (dir.), 1996, *Dictionnaire de l'aménagement et de l'urbanisme*, Paris, PUF.
- MONTAGNE-VILLETTE S., 2000, « Les mots, les chiffres et les espaces du chômage », *BAGF*, n°3, 211-223.
- ONPES (OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETE ET DE L'EXCLUSION SOCIALE), 2002, *Les Travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 2001-2002*, Paris, La Documentation française, 586 p.
- SAUVAITRE C, 2001, *Espaces de la pauvreté et territorialités des « exclus » dans le champ d'une ville moyenne : l'exemple de Pau*, doctorat de géographie nouveau régime, Université de Pau, dir. Guy Di Méo.
- SECHET R., 2000, « Politiques d'emploi et territoires », *BAGF*, n°3, 238-251.
- SECHET R., 1996, *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*, Paris, L'Harmattan, coll. Géographie sociale, 213 p.
- SELIMANOVSKI C, 2002, *L'inscription spatiale de la pauvreté à Strasbourg et dans le Bas-Rhin*, doctorat nouveau régime de géographie, Université de Strasbourg, dir. Jean-Luc Piermay.
- VERMEERSCH Laurent, 1998, *La ville américaine et ses paysages portuaires, entre fonction et symbole*, Paris, L'Harmattan, collection Géographie et Cultures.
- VYE D., 2000, « Chômage et marginalité sociale : quelle vérité géographique ? », *BAGF*, n°3, 224-237.